



Les 7 premiers mois du gouvernement Macron sont marqués par une aggravation rapide des politiques précédentes, déjà très libérales, des deux quinquennats précédents.

Le budget 2018 n'encourage pas à l'optimisme : toujours plus de cadeaux aux plus riches avec, notamment la quasi disparition de l'ISF et des aides aux entreprises sans contrepartie (maintien du CICE alors que des entreprises font des bénéfices et qu'elles licencient en parallèle). Aucune annonce sociale ou sociétale de grande envergure... Pour compenser les cadeaux fiscaux aux riches, le gouvernement s'attaque au plus pauvres (baisse des cotisations sociales, baisse des APL par exemple). Et le gouvernement n'a pas encore évoqué clairement son projet pour les retraites...

Dans le privé, les ordonnances Macron démantèlent un peu plus un code du travail déjà bien mis à mal par la loi El Khomri. Code du travail que nous mettons sur le même pied d'égalité que le statut des fonctionnaires.

Dans la Fonction Publique, les attaques n'ont donc pas traîné : gel du point d'indice, hausse de la CSG, rétablissement du jour de carence et 120.000 suppressions de postes programmées sur le quinquennat. Pour la FSU, la Fonction Publique n'est pas une charge, c'est une chance dont la valeur pour tous est inestimable.

Le non renouvellement de 200.000 contrats aidés constitue un plan social sans précédent et ce sont les métiers en direction des personnes les plus en difficulté qui sont prioritairement touchés.

Pour la FSU, le métier d'enseignant n'est pas reconnu, voir même connu par ce gouvernement. Comment rendre attractif un métier où le salaire après 5 années d'études ne dépasse pas 1700€ net et où il atteint péniblement les 2000€ après 15 années ? Comment faire venir un étudiant dans la filière métier de l'enseignement quand les images véhiculées par les différents gouvernements sont celles d'une gestion « au jour le jour », sans projet sur plusieurs années et sans évaluation des mesures mises en place ? Comment faire croire à un épanouissement dans le travail quand l'INSEE sort régulièrement des chiffres effarants sur les quantités d'heures de travail, le taux de suicide et le salaire parmi les plus faibles d'Europe ? Comment faire croire à un étudiant qu'il pourra évoluer dans son métier quand le nombre de journée de formation annuelle est de 2 à 4 jours alors que dans le privé, cela se compte en semaines ?!

Alors oui, la FSU, comme tout le monde, s'alarme du niveau des élèves. Alors oui, la FSU s'inquiète de la formation dans le second degré. Alors oui, la FSU dénonce le manque d'anticipation du gouvernement sur le post-bac. Alors oui, la FSU ne voit qu'un avenir assombri des futurs travailleurs.

Mais non, la FSU n'est pas résolue à laisser tomber les projets de société qui font progresser le niveau de connaissance des futurs travailleurs, quels qu'ils soient. Non la FSU ne va pas abandonner la jeunesse dans les apprentissages et les enseignements.

Les mandats de la FSU sont clairs : l'école est pour tous et partout sur le territoire avec le même niveau d'exigence et les mesures mises en place par l'actuel gouvernement nous inquiètent. Comment faire en sorte de ne pas surcharger la journée de travail dans les collèges et les écoles pour un enfant quand 65% des établissements scolaires vont installer l'aide au devoir entre 12h et 14h ? Comment faire en sorte que le temps de travail personnel d'un enseignant ne soit impacté par sa présence auprès des élèves pour le dispositif « devoirs faits » ? Comment ne pas s'interroger sur le recrutement de 7.000 services civiques pour cette mesure lorsque l'on sait que les écoles sont

dispatchées sur tout le territoire et que les étudiants, visés par la mesure, ne sont que sur les grandes villes voire les mégalo-poles ?

Aujourd'hui, les revendications de la profession sont simples : plus de temps pour chaque élève, plus de temps pour préparer et travailler en équipe, un salaire à hauteur du travail fourni, une reconnaissance du métier. Le gouvernement ne propose rien pour le nombre d'élève par classe et il diminue le recrutement de fonctionnaire, le temps de préparation et de partage quotidien va être réduit, les salaires ne progresseront toujours pas, les fainéants resteront une image des fonctionnaires.

En Dordogne, la FSU est consciente des problèmes de territoire. Elle vous interpelle dans toutes les instances sur ce sujet. Mais nous ne voyons aucunes vraies mesures nationales mises en place pour aider les élèves de Dordogne à réussir.

L'étude des documents fournis pour cette rentrée 2017 sont dans la droite ligne des inquiétudes formulées par la FSU dans les différentes instances. Le constat de dénatalité est accentué par un flux migratoire négatif qui fait baisser de façon importante le nombre d'enfants dans nos structures scolaires pour cette rentrée 2017 et pour celle à venir. L'emploi seul pourra maintenir les écoles partout. Mais aujourd'hui, quelles entreprises peuvent investir en Dordogne (à part le luxe ...) ? Quid des transports, de la fiscalité locale, des aides à l'implantation ? Le tourisme ne fera pas vivre notre département sur une année complète ! Aujourd'hui, la FSU dénonce les choix des structures départementales et des 3 grandes villes exclusivement orientées vers le tourisme. Nous devons aussi communiquer et faire vivre l'industrie, l'agro-alimentaire, la technologie et les services avec la même envie et le même niveau d'investissement financier que pour ce tourisme.

Lors de ce CDEN, nous ne reviendrons pas sur nos demandes exclusivement d'ordre éducatif formulées lors du CTSD préparatoire, mais nous profitons de la présence des élus pour demander que les retours de choix concernant l'existence ou non des TAP et la modification des rythmes scolaires dans les communes, soient connus courant mars avant la mise en place du mouvement du 1^{er} degré, cela pouvant influencer les choix de nos collègues.